

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : L'Île-Perrot

Code géographique : 71060

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danielle Rioux, atteste la véracité du rapport financier
de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-03-27

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de L'Île-Perrot

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de L'Île-Perrot («l'entité»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de L'Île-Perrot au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de L'Île-Perrot inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 17 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2019-03-27

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalizations	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	14 945 093	14 978 731	14 680 642
Compensations tenant lieu de taxes	2	206 287	225 763	222 197
Quotes-parts	3			
Transferts	4	195 781	236 452	820 943
Services rendus	5	1 132 529	1 120 138	1 221 620
Imposition de droits	6	601 400	718 255	1 404 801
Amendes et pénalités	7	94 900	115 691	101 008
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	159 700	306 982	226 178
Autres revenus	10	1 250	63 617	209 811
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	17 336 940	17 765 629	18 887 200
Charges				
Administration générale	14	2 519 583	2 536 811	2 376 840
Sécurité publique	15	2 892 336	3 024 162	3 300 731
Transport	16	3 454 099	3 342 784	3 614 323
Hygiène du milieu	17	4 903 204	4 477 570	4 342 165
Santé et bien-être	18	121 685	117 948	120 321
Aménagement, urbanisme et développement	19	914 692	828 996	811 145
Loisirs et culture	20	3 417 234	3 234 386	3 227 163
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	398 910	358 369	392 513
Effet net des opérations de restructuration	23			39 741
	24	18 621 743	17 921 026	18 224 942
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 284 803)	(155 397)	662 258
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		56 798 660	56 136 402
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		56 798 660	56 136 402
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		56 643 263	56 798 660

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 379 848	5 323 019
Débiteurs (note 5)	2	2 806 501	3 981 154
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	118 000	132 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	9 304 349	9 436 173
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 760 021	2 264 511
Revenus reportés (note 12)	12	189 957	106 182
Dette à long terme (note 13)	13	11 583 264	12 734 805
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	13 533 242	15 105 498
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(4 228 893)	(5 669 325)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	60 218 383	61 821 692
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	528 517	528 677
Stocks de fournitures	19	121 301	115 102
Autres actifs non financiers (note 17)	20	3 955	2 514
	21	60 872 156	62 467 985
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	56 643 263	56 798 660

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 284 803)	(155 397)	662 258
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	( 1 037 367)	(2 284 242)
Produit de cession	3		6 957	
Amortissement	4		2 626 284	2 614 200
(Gain) perte sur cession	5		7 435	
Réduction de valeur / Reclassement	6			39 741
	7		1 603 309	369 699
Variation des propriétés destinées à la revente	8		160	
Variation des stocks de fournitures	9		(6 199)	(1 411)
Variation des autres actifs non financiers	10		(1 441)	12 971
	11		(7 480)	11 560
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 284 803)	1 440 432	1 043 517
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(5 669 325)	(6 712 842)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(5 669 325)	(6 712 842)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(4 228 893)	(5 669 325)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 (155 397)	662 258
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 2 626 284	2 614 200
Autres		
- Réduction de valeur	3	39 741
- Perte sur disposition	4 7 435	
	5 2 478 322	3 316 199
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	6 1 174 653	(121 013)
Autres actifs financiers	7	
Créditeurs et charges à payer	8 (504 490)	(472 790)
Revenus reportés	9 83 775	(11 561)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10 14 000	358 000
Propriétés destinées à la revente	11 160	
Stocks de fournitures	12 (6 199)	(1 411)
Autres actifs non financiers	13 (1 441)	12 971
	14 3 238 780	3 080 395
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition	15 (1 037 367)	(2 284 242)
Produit de cession	16 6 957	
	17 (1 030 410)	(2 284 242)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	18 ()	()
Remboursement ou cession	19	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	20 ()	()
Cession	21	
	22	
Activités de financement (note 4)		
Émission de dettes à long terme	23	388 639
Remboursement de la dette à long terme	24 (1 184 356)	(1 172 080)
Variation nette des emprunts temporaires	25	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26 32 815	32 054
Autres		
-	27	
-	28	
	29 (1 151 541)	(751 387)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
	30 1 056 829	44 766
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		
Solde déjà établi	31 5 323 019	5 278 253
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	
Solde redressé	33 5 323 019	5 278 253
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)		
	34 6 379 848	5 323 019

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 6,74 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,22 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de L'Île-Perrot, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

S/O

b) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	10,15, 20 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 10 et 20 ans

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées, de même que le régime de retraite simplifié des pompiers et brigadiers de la ville.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur une période de 5 ans n'excédant pas la DMERCA.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Actifs éventuels

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la ville n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Droits contractuels

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur une entente de transferts. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Information relative aux apparentés et opérations interentités

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective. De plus, il n'y a eu aucune opération interentité au cours de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 6 379 848	5 323 019
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 6 379 848	5 323 019
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 783 540	766 893
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 428 006	668 522
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 534 489	1 873 088
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 128 387	165 114
Organismes municipaux	15 505 867	451 822
Autres		
- Organismes divers et individus	16 195 039	813 361
- Intérêts	17 14 713	9 247
	18 2 806 501	3 981 154
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 083 341	1 355 111
Organismes municipaux	20 62 779	88 120
Autres tiers	21	
	22 1 146 120	1 443 231
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 69 122	65 497
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	118 000	132 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>118 000</u>	<u>132 000</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	638 000	643 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	2 993	2 338
Autres régimes (REER et autres)	41		974
Régimes de retraite des élus municipaux	42	33 014	29 415
	43	<u>674 007</u>	<u>675 727</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoyait une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui serait apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel devait être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes pouvaient faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville de L'Île-Perrot a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes à 2 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

De plus, elle a négocié des marges de crédit dans le cadre de règlements d'emprunt pour un montant total de 956 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, ces marges n'étaient pas utilisées.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	457 281	820 789
Salaires et avantages sociaux	48	1 071 335	1 240 558
Dépôts et retenues de garantie	49	159 273	120 215
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	3 438	6 265
- Gouvernement du Canada	54	(194)	3 140
- Intérêts courus sur la dette	55	68 888	73 544
-	56		
-	57		
	58	1 760 021	2 264 511

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	15 755	8 775
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	174 202	97 407
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
-	69		
-	70		
-	71		
	72	189 957	106 182

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

					2018	2017
13. Dette à long terme						
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,22	2027	2036	73	11 628 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
					76	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	7 456
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	11 628 100
						12 812 456
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(44 836) (77 651)
					83	11 583 264
						12 734 805

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2018</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2019	84	92	1 207 600	100	109	117	1 207 600
2020	85	93	1 239 100	101	110	118	1 239 100
2021	86	94	997 200	102	111	119	997 200
2022	87	95	931 000	103	112	120	931 000
2023	88	96	926 600	104	113	121	926 600
2024 et +	89	97	6 326 600	105	114	122	6 326 600
	90	98	11 628 100	106	115	123	11 628 100
Intérêts et frais accessoires				107	()	124	()
	91	99	11 628 100	108	116	125	11 628 100

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(4 228 893)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	() ()
Autres	128	() ()
	129	(4 228 893)
		(5 669 325)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	25 524 021	158	2 257	185		212	25 526 278
Eaux usées	131	38 912 658	159	9 659	186		213	38 922 317
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	23 686 500	160	77 375	187		214	23 763 875
Autres	133	7 111 057	161	5 050	188		215	7 116 107
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	9 612 222	163	19 843	190		217	9 632 065
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	2 792 753	165		192	71 964	219	2 720 789
Ameublement et équipement de bureau	138	1 444 446	166	36 740	193		220	1 481 186
Machinerie, outillage et équipement divers	139	3 077 020	167	162 506	194		221	3 239 526
Terrains	140	1 871 214	168	2 232	195		222	1 873 446
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>114 031 891</u>	170	<u>315 662</u>	197	<u>71 964</u>	224	<u>114 275 589</u>
Immobilisations en cours	143	<u>1 895 308</u>	171	<u>721 705</u>	198		225	<u>2 617 013</u>
	144	<u>115 927 199</u>	172	<u>1 037 367</u>	199	<u>71 964</u>	226	<u>116 892 602</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	11 355 903	173	521 266	200		227	11 877 169
Eaux usées	146	23 176 363	174	826 929	201		228	24 003 292
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	9 092 793	175	521 533	202		229	9 614 326
Autres	148	2 442 974	176	180 503	203		230	2 623 477
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	3 682 664	178	280 737	205		232	3 963 401
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	1 862 759	180	118 918	207	57 572	234	1 924 105
Ameublement et équipement de bureau	153	1 051 199	181	65 759	208		235	1 116 958
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 440 852	182	110 639	209		236	1 551 491
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>54 105 507</u>	184	<u>2 626 284</u>	211	<u>57 572</u>	238	<u>56 674 219</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>61 821 692</u>					239	<u>60 218 383</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	528 517	528 677
	253	528 517	528 677
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	528 517	528 677
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	3 955	2 514
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	3 955	2 514
<hr/>			
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

Services municipaux

La ville a signé des contrats pour divers services municipaux. L'objet, la durée, l'échéance, le montant total net et les paiements minimums nets exigibles pour les prochains exercices relativement à ces contrats sont les suivants :

Objet	Échéance	Engagement total	Paiements minimums nets annuels			
			Durée	2019	2020	2021	2022
Évaluation municipale						
3 ans	2021	398 742 \$	131 339 \$	132 914 \$	134 489 \$	
Photocopieurs						
5 ans	2019	22 793 \$	4 559 \$			
Manutention, transport et élimination des boues						
3 ans	2019	214 991 \$	71 664 \$			
Services informatiques						
5 ans	2022	355 031 \$	68 878 \$	70 944 \$	73 073 \$	75 264 \$
Collecte résidus organiques						
3 ans	2020	494 027 \$	177 387 \$	167 641 \$		
Location système de gestion de la flotte						
5 ans	2022	90 489 \$	18 098 \$	18 098 \$	18 098 \$	18 097 \$
Analyse des boues						
3 ans	2021	28 148 \$	9 383 \$	9 383 \$	3 128 \$	
Location local						
5 ans	2022	122 400 \$	24 480 \$	24 480 \$	24 480 \$	24 480 \$

19. Droits contractuels

Dans le cadre d'un programme de subvention des infrastructures, la ville et le Gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'est engagé à verser une somme maximale de 3 119 624 \$ pour des travaux. La ville doit également réaliser des investissements afin d'atteindre un seuil minimal d'immobilisations en réfection d'infrastructures municipales. À la date des états financiers, une somme de 732 \$ (157 205 \$ en 2017) a été comptabilisée à titre de revenus.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

La ville est poursuivie pour des événements avec intérêts et dépens soient; pour refoulement d'égout, dommages à la propriété ou à un bien, dommages causés par l'eau.

Ces réclamations au montant de 10 000 \$ sont pour la plupart entre les mains des assureurs de la ville. Si celle-ci devait déboursier une somme à l'égard de ces causes, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

d) Autres

Des anciens participants au Régime complémentaire de retraite de la Ville de L'Île-Perrot ont transféré à l'extérieur du régime la totalité de leurs droits. Au moment des transferts, le degré de solvabilité du régime déterminé lors de la dernière évaluation actuarielle était inférieur à 100 %. Le solde de la valeur des droits devra être payé dans les cinq ans de l'acquittement initial. Advenant, le cas où le régime serait insolvable au moment du paiement, la Ville de L'Île-Perrot pourrait être tenue de verser une contribution supplémentaire de 143 475 \$ en 2019, 152 355 \$ en 2020, 4 086 \$ en 2021 et 16 803 \$ en 2022. La ville a comptabilisé un compte à payer de 316 719 \$ afin de rembourser les anciens participants.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers non consolidés, puisque aucun organisme n'est sous son contrôle.

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 États financiers

Les données comparatives de la ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 inclus les résultats du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île (CIT), aboli suite à l'adoption du projet de Loi numéro 76.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalisations 2018		Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	14 945 093	14 978 731		14 978 731	14 680 642
Compensations tenant lieu de taxes	2	206 287	225 763		225 763	222 197
Quotes-parts	3					
Transferts	4	195 781	179 479		179 479	657 699
Services rendus	5	1 132 529	1 120 138		1 120 138	1 221 620
Imposition de droits	6	601 400	718 255		718 255	1 404 801
Amendes et pénalités	7	94 900	115 691		115 691	101 008
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	159 700	306 982		306 982	226 178
Autres revenus	10	1 250	26 617		26 617	32 220
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	17 336 940	17 671 656		17 671 656	18 546 365
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		56 973		56 973	163 244
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					177 591
Autres	18		37 000		37 000	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		93 973		93 973	340 835
	21	17 336 940	17 765 629		17 765 629	18 887 200
Charges						
Administration générale	22	2 328 905	2 333 976	202 835	2 536 811	2 376 840
Sécurité publique	23	2 892 336	2 929 201	94 961	3 024 162	3 300 731
Transport	24	2 871 817	2 710 160	632 624	3 342 784	3 614 323
Hygiène du milieu	25	3 461 642	3 103 174	1 374 396	4 477 570	4 342 165
Santé et bien-être	26	121 685	117 948		117 948	120 321
Aménagement, urbanisme et développement	27	903 955	813 631	15 365	828 996	811 145
Loisirs et culture	28	3 155 626	2 928 283	306 103	3 234 386	3 227 163
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	398 910	358 369		358 369	392 513
Effet net des opérations de restructuration	31					39 741
Amortissement des immobilisations	32	2 486 867	2 626 284	(2 626 284)		
	33	18 621 743	17 921 026		17 921 026	18 224 942
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(1 284 803)	(155 397)		(155 397)	662 258

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 284 803)	(155 397)	662 258
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	93 973 ) (	340 835)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 284 803)	(249 370)	321 423
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 486 867	2 626 284	2 614 200
Produit de cession	5		6 957	
(Gain) perte sur cession	6		7 435	
Réduction de valeur / Reclassement	7			39 741
	8	2 486 867	2 640 676	2 653 941
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		160	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		160	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	938 485 ) (	887 245 ) (	876 202)
	18	(938 485)	(887 245)	(876 202)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	(6 761)) (	59 098 ) (	154 247)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	146 227	197 578	82 163
Excédent de fonctionnement affecté	21		150 164	455 723
Réserves financières et fonds réservés	22	(416 567)	(421 543)	(364 448)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(4 761)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(263 579)	(132 899)	14 430
	26	1 284 803	1 620 692	1 792 169
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 371 322	2 113 592

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	93 973	340 835
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(36 740)	(17 725)
Sécurité publique	3	(9 672)	(16 565)
Transport	4	(207 895)	(935 061)
Hygiène du milieu	5	(166 048)	(268 136)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(23 413)	(3 626)
Loisirs et culture	8	(593 599)	(1 043 129)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(1 037 367)	(2 284 242)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		388 639
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	59 098	154 247
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	96 753	958 256
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	433 866	490 304
	18	589 717	1 602 807
	19	(447 650)	(292 796)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(353 677)	48 039

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	5 841 359	6 073 299	5 688 111
Charges sociales	2	1 587 905	1 364 107	1 764 152
Biens et services	3	6 513 539	5 928 268	6 124 598
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	310 361	263 755	271 093
D'autres organismes municipaux	5	1 499	1 499	2 085
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	54 050	47 115	54 213
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	33 000	46 000	65 122
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	945 098	910 766	816 761
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	776 745	614 873	778 831
Amortissement des immobilisations	14	2 486 867	2 626 284	2 614 200
Autres				
- Réclamations et autres	15	71 320	45 060	6 035
- Restructuration	16			39 741
-	17			
	18	18 621 743	17 921 026	18 224 942

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 746 986	4 844 606
Excédent de fonctionnement affecté	2	209 731	185 284
Réserves financières et fonds réservés	3	821 380	833 703
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(399 754)	(46 077)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	50 264 920	50 981 144
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	56 643 263	56 798 660
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 746 986	4 844 606
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	5 746 986	4 844 606
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Budget suivant	12	174 611	146 227
- Fondation du maire	13	229	1 557
- Horticulture	14	34 891	37 500
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	209 731	185 284
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	209 731	185 284
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve eau et voirie	27	338 000	280 187
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	338 000	280 187
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	430 236	498 402
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	18 144	22 114
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45	35 000	33 000
-	46		
	47	483 380	553 516
	48	821 380	833 703

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs		
	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 263 945	83 139
Investissements à financer	83 (663 699 ) (	129 216)
	84 (399 754)	(46 077)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 60 218 383	61 821 692
Propriétés destinées à la revente	86 528 517	528 677
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 60 746 900	62 350 369
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 60 746 900	62 350 369
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (11 583 264 ) (	12 734 805)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (44 836 ) (	77 651)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 1 146 120	1 443 231
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (10 481 980 ) (	11 369 225)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (10 481 980 ) (	11 369 225)
	101 50 264 920	50 981 144

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur une moyenne des 3 meilleurs salaires pour les cadres et d'un salaire carrière indexé pour les cols blancs et cols bleus pour le service avant le 1er janvier 2014 (une formule différente de calcul de rente s'applique pour les cadres pour les années de service reconnu avant 1994). À compter du 1er janvier 2014, la forme de rente est de type salaire carrière indexé pour tous les participants. Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,19 % du salaire en 2018 (9,60 % en 2017). La cotisation de stabilisation s'élève à 1,37 % du salaire en 2018 (0,96 % en 2017). Les cotisations annuelles de la Ville sont identiques à celles des participants.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 132 000	490 000
Charge de l'exercice	4 (638 000)	(643 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 624 000	285 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>118 000</u>	<u>132 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 14 326 000	13 134 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>15 212 000</u>)	(<u>14 144 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (886 000)	(1 010 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>1 004 000</u>	<u>1 142 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 118 000	132 000
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>118 000</u>	<u>132 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 14 326 000	13 134 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>15 212 000</u>)	(<u>14 144 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>886 000</u>)	(<u>1 010 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 904 000	819 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 <u>904 000</u>	<u>819 000</u>
Cotisations salariales des employés	21 (457 000)	(413 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 447 000	406 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 145 000	172 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>592 000</u>	<u>578 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 744 000	700 000
Rendement espéré des actifs	34 (698 000)	(635 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>46 000</u>	<u>65 000</u>
Charge de l'exercice	<u>638 000</u>	<u>643 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 631 000	835 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (698 000)	(635 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (67 000)	200 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 60 000	164 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (504 000)	(468 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 13 656 000	13 345 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 388 000	321 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,20 %	5,17 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,17 %	5,21 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2018		2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	()		()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()		()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	()		()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()		()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()		()
Charge de l'exercice				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71			
	72			
Cotisations salariales des employés	73	()		()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()		()
	75			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76			
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot a mis en place le 1er janvier 2017, un régime de retraite simplifié pour ses pompiers et ses brigadiers. La contribution de la Ville de L'Île-Perrot est de 1 % du salaire admissible et la contribution de l'employé est volontaire.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109 2 993	2 338
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112 2 993	2 338

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	974

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115 <u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>7 988</u>	<u>7 002</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	26 919	23 597
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>6 095</u>	<u>5 818</u>
	119	<u>33 014</u>	<u>29 415</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	11 218 299	11 220 521	11 047 576
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	11 218 299	11 220 521	11 047 576
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 371 927	1 367 822	1 433 963
Égout	11	902 880	904 930	952 715
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 080 764	1 093 028	863 904
Autres				
- Réserve eau et voirie	14	275 400	290 265	283 749
- Paiement comptant	15			39
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	50 400	56 742	53 729
Service de la dette	18	45 423	45 423	44 967
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 726 794	3 758 210	3 633 066
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 726 794	3 758 210	3 633 066
	27	14 945 093	14 978 731	14 680 642

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	18 240	23 544	29 586
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	450		450
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	18 690	23 544	30 036
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	55 101	58 261	56 498
Cégeps et universités	34	21 322	22 147	21 864
Écoles primaires et secondaires	35	111 174	121 811	113 799
	36	187 597	202 219	192 161
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	206 287	225 763	222 197
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	206 287	225 763	222 197

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	6 618	6 617	8 890
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	2 004	1 114	1 651
Sécurité civile	56			279 202
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58		8 866	23 521
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			156 670
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	4 789	4 959	12 554
Réseau de distribution de l'eau potable	69	37 517	30 413	34 225
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	85 941	71 658	87 830
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	2 825	2 976	
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	6 902	8 637	5 148
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	49 185	44 239	48 008
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	195 781	179 479	657 699

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		(578)
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		81 943
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	56 973	81 879
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	56 973	163 244

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140		
TOTAL DES TRANSFERTS	141 195 781	236 452	820 943

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147	785 975	782 803
Sécurité civile	148	15 600	766 398
Autres	149		
	150	785 975	798 403
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160	19 516	19 702
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	19 516	19 702
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		(920)
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		(920)
Réseau d'électricité	182		
	183	805 491	818 105
			785 091

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	184 600	674	566
Évaluation	185		
Autre	186 6 950	7 758	14 146
	187 7 550	8 432	14 712
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189 10 450	10 805	
Sécurité civile	190		
Autres	191		10 611
	192 10 450	10 805	10 611
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195 1 000	1 402	1 516
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		62 833
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		26 112
Autres	200		
	201 1 000	1 402	90 461
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
	202		
Réseau de distribution de l'eau potable			
	203		
Traitement des eaux usées			
	204		
Réseaux d'égout			
	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206 1 400	1 330	1 330
Matières recyclables	207 1 900	1 315	271
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211		
	212 3 300	2 645	1 601
Santé et bien-être			
Logement social			
	213		
Sécurité du revenu			
	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
	217		
Rénovation urbaine			
	218		
Promotion et développement économique			
	219		
Autres	220 16 500	17 147	19 681
	221 16 500	17 147	19 681
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
	222 234 738	233 633	248 775
Activités culturelles			
Bibliothèques	223 3 500	4 652	2 437
Autres	224 50 000	23 317	48 251
	225 288 238	261 602	299 463
Réseau d'électricité			
	226		
	227 327 038	302 033	436 529
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228 1 132 529	1 120 138	1 221 620

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	229 51 400	95 425	43 895
Droits de mutation immobilière	230 550 000	622 830	1 360 906
Droits sur les carrières et sablières	231		
Autres	232		
	233 601 400	718 255	1 404 801
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	234 94 900	115 691	101 008
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	235		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	236 159 700	306 982	226 178
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	(7 435)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238	100	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		177 591
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242		
Autres contributions	243	37 000	16 436
Redevances réglementaires	244		
Autres	245 1 250	33 952	15 784
	246 1 250	63 617	209 811
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	247		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	443 809	368 612		368 612	382 333
Greffe et application de la loi	2	405 581	385 051		385 051	418 387
Gestion financière et administrative	3	895 159	1 064 064	202 708	1 266 772	1 063 677
Évaluation	4	67 538	66 927		66 927	64 121
Gestion du personnel	5	191 972	210 474	127	210 601	239 844
Autres						
- Communication	6	124 196	82 523		82 523	208 478
- Autres	7	200 650	156 325		156 325	
	8	2 328 905	2 333 976	202 835	2 536 811	2 376 840
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 298 760	1 307 215		1 307 215	1 235 471
Sécurité incendie	10	1 489 168	1 523 067	94 961	1 618 028	1 577 438
Sécurité civile	11	27 872	27 201		27 201	418 070
Autres	12	76 536	71 718		71 718	69 752
	13	2 892 336	2 929 201	94 961	3 024 162	3 300 731
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 071 844	1 103 254	605 799	1 709 053	1 978 865
Enlèvement de la neige	15	792 671	769 217	11 178	780 395	513 423
Éclairage des rues	16	99 616	98 824		98 824	87 028
Circulation et stationnement	17	220 610	206 017	15 647	221 664	184 558
Transport collectif						
Transport en commun	18	687 076	532 848		532 848	850 449
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 871 817	2 710 160	632 624	3 342 784	3 614 323

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	945 487	905 053	8 375	913 428	1 088 212	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	460 858	306 551	411 917	718 468	618 187	
Traitement des eaux usées	25	743 997	660 606	564 796	1 225 402	1 206 069	
Réseaux d'égout	26	173 527	152 207	383 806	536 013	544 529	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	224 611	224 126		224 126	217 385	
Élimination	28	271 465	273 036		273 036	281 691	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	274 264	266 104		266 104	264 580	
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	72 563	37 632		37 632	31 246	
Traitement	32	67 540	61 520		61 520		
Matériaux secs	33	53 997	64 095		64 095	69 392	
Autres	34	124 518	115 143		115 143		
Plan de gestion	35	29 681	29 681		29 681	19 740	
Autres	36						
Cours d'eau	37	634	634		634	528	
Protection de l'environnement	38	18 500	6 786		6 786	606	
Autres	39			5 502	5 502		
	40	3 461 642	3 103 174	1 374 396	4 477 570	4 342 165	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	121 685	117 948		117 948	120 321	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	121 685	117 948		117 948	120 321	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	743 882	662 440	15 365	677 805	660 130	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	151 442	147 802		147 802	146 538	
Tourisme	49	8 631	3 389		3 389	4 477	
Autres	50						
Autres	51						
	52	903 955	813 631	15 365	828 996	811 145	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	650 762	653 223	108 695	761 918	903 668
Patinoires intérieures et extérieures	54	187 247	180 546		180 546	197 519
Piscines, plages et ports de plaisance	55	146 292	153 906	495	154 401	139 017
Parcs et terrains de jeux	56	1 149 757	1 001 138	129 749	1 130 887	954 758
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	184 457	182 392		182 392	159 685
	60	2 318 515	2 171 205	238 939	2 410 144	2 354 647
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	762 557	684 487	67 164	751 651	787 412
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	74 554	72 591		72 591	85 104
	66	837 111	757 078	67 164	824 242	872 516
	67	3 155 626	2 928 283	306 103	3 234 386	3 227 163
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	329 249	279 554		279 554	293 402
Autres frais	70	36 661	32 815		32 815	33 989
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	33 000	46 000		46 000	65 000
Autres	72					122
	73	398 910	358 369		358 369	392 513
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					39 741
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	2 486 867	2 626 284	(2 626 284)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : L'Île-Perrot

Code géographique : 71060

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	145 255	99 205
Usines de traitement de l'eau potable	2		99 213
Usines et bassins d'épuration	3	46 772	81 943
Conduites d'égout	4	9 659	14 285
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	73 933	553 287
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	8 974	986 161
Autres infrastructures	11	532 563	16 176
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	10 480	33 478
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		2 815
Ameublement et équipement de bureau	18	36 740	41 500
Machinerie, outillage et équipement divers	19	170 759	356 179
Terrains	20	2 232	
Autres	21		
	22	1 037 367	2 284 242

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	137 372	35 717
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25	46 772	
Conduites d'égout	26	9 659	
Autres infrastructures	27	615 470	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	7 883	63 488
Usines de traitement de l'eau potable	29		99 213
Usines et bassins d'épuration	30		81 943
Conduites d'égout	31		14 285
Autres infrastructures	32		1 555 624
Autres immobilisations	33	220 211	433 972
	34	1 037 367	2 284 242

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	217 337		22 492	194 845
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	11 151 888		864 753	10 287 135
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	11 369 225		887 245	10 481 980
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 355 111		271 770	1 083 341
Organismes municipaux	10	88 120		25 341	62 779
Autres tiers	11				
	12	1 443 231		297 111	1 146 120
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 443 231		297 111	1 146 120
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	1 443 231		297 111	1 146 120
	19	12 812 456		1 184 356	11 628 100
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	12 812 456		1 184 356	11 628 100

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	11 628 100
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	663 699
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	1 146 120
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	45 350
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	11 100 329
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	11 100 329
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	290 305
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	39 631
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	875 105
-------------------	----	---------

Endettement total net à long terme	21	12 305 370
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	12 305 370
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	75 065	75 031	82 038
Sécurité publique				
Police	4			174
Sécurité incendie	5	17 371	15 576	10 299
Sécurité civile	6			
Autres	7	9 528	9 528	11 552
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	369 688	361 921	311 879
Cours d'eau	13	634	634	528
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	121 685	117 948	120 321
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	140 371	140 934	119 872
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	95 377	95 377	92 913
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	24 023	4 424	3 581
Activités culturelles	23	91 356	89 393	63 604
Réseau d'électricité				
	24			
	25	945 098	910 766	816 761

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 037 367	2 284 242
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 037 367	2 284 242

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	12,00	35,00	21 008,00	1 238 952	306 739	1 545 691
Professionnels	2	11,00	35,00	18 661,00	753 167	231 161	984 328
Cols blancs	3	34,00	33,00	28 378,00	1 020 815	283 128	1 303 943
Cols bleus	4	35,00	38,00	101 183,00	2 153 449	426 265	2 579 714
Policiers	5						
Pompiers	6	48,00	40,00	41 599,00	717 633	71 046	788 679
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	140,00		210 829,00	5 884 016	1 318 339	7 202 355
Élus	9	7,00			189 283	45 768	235 051
	10	147,00			6 073 299	1 364 107	7 437 406

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	4 959				4 959
Réseau de distribution de l'eau potable	13	30 413				30 413
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	127 837	56 973	7 404	8 866	201 080
	17	163 209	56 973	7 404	8 866	236 452

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	92 849	114 779
	4	92 849	114 779
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	2 649	3 396
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 649	3 396
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	132 027	135 988
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	132 027	135 988
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	58 966	62 888
Réseau de distribution de l'eau potable	17	33 190	33 097
Traitement des eaux usées	18	187	1 062
Réseaux d'égout	19	16 157	17 077
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	108 500	114 124
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	15 499	16 430
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 845	7 674
Autres	38		
	39	22 344	24 104
Réseau d'électricité			
	40		
	41	358 369	392 391

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pierre Séguin	50 981	16 595
Mathieu Auclair	13 982	6 991
Karine Bérubé	13 982	6 991
Kim Comeau	13 982	6 991
Marc Deslauriers	13 982	6 991
Gabrielle Labbé	14 807	6 991
Nancy Pelletier	13 982	6 991

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018		
	16 _____	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19 _____	19 982 \$
b) autres formes d'aide	20 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21 _____	
Facteur comparatif de 2018	22 _____	
Valeur uniformisée	23 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : L'Île-Perrot _____

Code géographique : 71060 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de L'Île-Perrot

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de L'Île-Perrot (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2019-03-27

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : L'Île-Perrot

Code géographique : 71060

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	11 566 725
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	11 566 725

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 409 556
Égout	11	881 030
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 201 369
Autres		
- Réserve eau & voirie	14	292 400
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	55 932
Service de la dette	18	45 484
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	3 885 771
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	3 885 771
	27	15 452 496

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	18 005
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	450
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	18 455

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	58 791
Cégeps et universités	7	20 299
Écoles primaires et secondaires	8	123 757
	9	202 847

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	221 302

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	221 302

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 006 204 244	X 5 0,8040 /100\$	6 8 089 883				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 108 146 600	X 8 0,8040 /100\$	9 869 499				
Immeubles non résidentiels	10 123 976 393	X 11 1,9520 /100\$	12 2 420 020				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 11 649 400	X 20 1,6080 /100\$	21 187 323				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25 11 566 725	26 () 27 () 28	29 11 566 725		
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 () 56 () 57	58		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60	%	61	62 (.....	63 (.....	64
							65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 5 | 1	,	0 | 0	\$
Égout	2	1 | 5 | 7	,	0 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	2 | 4 | 4	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Réserve eau & voirie	100,0000	4	unité commerciale
Réserve eau & voirie	50,0000	4	logement résidentiel
Réserve eau & voirie	50,0000	4	unité de terrain vague
Répartitions locales au mètre carré		2	plusieurs taux
Répartitions locales au mètre linéaire		5	plusieurs taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	15 452 496
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 423 249
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	55 932
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	13 973 315

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 249 976 637

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12

		1
--	--	---

 ,

1	1	7	9
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 420 020			187 323	869 499	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	370 263			5 000	418 554	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	2 790 283			192 323	1 288 053	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	8 089 883			11 566 725
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	45 484			45 484
Autres	13	2 990 538			3 784 355
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	11 125 905			15 396 564

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	OUI	NON	S.O.
Non audité			
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>19 383 715 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>939 857 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>369 726 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>174 611 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-18</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Danielle Rioux , atteste que le rapport financier de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-04-09.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par L'Île-Perrot.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que L'Île-Perrot consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que L'Île-Perrot détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-04-02 11:45:15

Date de transmission au Ministère : 2019/04/15